



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Plateforme Régionale
des Achats de l'État
NOUVELLE-AQUITAINE

Missions de contrôle technique de la construction (CTC) au profit des services de l'Etat et de certains de ses établissements publics en région Nouvelle-Aquitaine

ANNEXE 1 au CCAP

Liste des services et établissements publics de l'État en région Nouvelle-Aquitaine adhérant à l'accord-cadre.

Numéro de consultation : 2026-PFRANA-06

Conformément aux dispositions du Décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la Direction des achats de l'État et relatif à la gouvernance des achats de l'État, le présent accord-cadre est passé par la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine pour le compte de l'ensemble des services de l'État dont le siège est situé dans la région, ainsi que les établissements publics de l'État situés en Nouvelle Aquitaine ayant demandé leur rattachement au présent accord-cadre, à savoir :

les services de l'État :

- Les directions régionales de Nouvelle-Aquitaine et leurs unités territoriales ;
- Les directions inter-régionales ou inter-départementales ayant leur siège en Nouvelle-Aquitaine ;
- Les directions départementales interministérielles des 12 départements de la région ;
- Les préfetures, sous-préfetures et l'ensemble des services du ministère de l'Intérieur, y compris les services de Police et de Gendarmerie ;
- Les services des juridictions administratives ;
- Les services des juridictions judiciaires ;
- Les services de l'administration pénitentiaire ;
- Les services de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) ;
- Les services des Finances Publiques ;
- Les services de l'administration des Douanes ;
- Les services administratifs relevant de l'Éducation Nationale ;
- L'agence de gestion de l'immobilier de l'État (AGILE) ;
- Les services à compétence nationale.

les établissements publics adhérant à l'accord-cadre :

- l'agence régionale de santé (ARS) ;
- l'école nationale supérieure d'art et de design de Limoges (ENSAD) ;
- l'université de Pau et des pays de l'Adour (UPPA) ;
- l'institut des hautes études de l'éducation et de la formation (IH2EF) ;
- le centre de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS) de Poitiers.

Un organisme privé :

- la caisse d'allocations familiales de Gironde (CAF 33).